

## Paupérisation de la paysannerie égyptienne

**Pierre Blanc**

Enseignant chercheur CIHEAM

---

L'Égypte est un don du Nil, certes, mais que serait-elle sans ses paysans ? Ce sont bien eux qui depuis des millénaires façonnent ce paysage si particulier de la vallée du Nil. Ce sont aussi ces mêmes paysans qui contribuent à nourrir une population qui a connu une transition démographique brutale : de quelque 25 millions d'habitants au début des années 50, cette population est passée à plus de 80 millions aujourd'hui.

En dépit de leur contribution à l'histoire mais aussi au bien-être des hommes d'aujourd'hui, par les biens qu'ils produisent et les paysages qu'ils façonnent, les paysans égyptiens ne semblent pas avoir été logés au cœur des priorités politiques récentes. Aussi, vivent-ils bien souvent aux marges d'une société qu'ils ont pourtant portée et qu'ils continuent à servir. Ce sont pourtant bien eux qui sont les premières victimes de la pauvreté hydraulique et alimentaire.

La pauvreté, quand elle affecte les campagnes, semble par trop discrète pour être prise en compte dans les politiques publiques. Toutefois, la révolte des assoiffés en 2007 a alerté sur le problème de l'accès à l'eau potable des populations. De même, la crise alimentaire de 2007-2008 a souligné le degré de dépendance alimentaire de l'Égypte, ce qui en creux est le signe d'un échec des politiques agricoles récentes. Sera-ce suffisant pour revoir les politiques de développement en cours ? Rien ne paraît moins sûr.

Il semble sûr en revanche que les politiques foncières et hydrauliques récentes ont contribué à diminuer l'accès des paysans à la terre et à l'eau. C'est la thèse fort passionnante d'Habib Ayeb, fin connaisseur de l'Égypte et auteur de l'ouvrage « La crise de la société rurale en Égypte - La fin du fellah ? » (Ed. Khartala, 2010), pour qui les politiques mises en œuvre depuis l'Infitah (libéralisation) jusqu'à nos jours ont tendu à déposséder une grande partie de la paysannerie égyptienne de ses ressources productives.

Particulièrement symptomatique de cette stratégie politique largement empreinte de libéralisme a été la contre-réforme agraire de 1992, qui a sonné l'heure de la « revanche des propriétaires ». En déplaçant les loyers agricoles, nombre de fellahs se sont ainsi retrouvés dans l'incapacité de cultiver des terres dont le coût est devenu rédhibitoire sans compter que le système de transmission qui prévalait de fait entre générations de fermiers a été supprimé.

Imaginée pour mettre en œuvre une mobilité foncière, cette politique a effectivement contribué à reconcentrer les terres. Or ni une politique sociale, ni encore moins une politique industrielle capable de fournir des *exit-options* pour les paysans sans terre n'ont été envisagées pour accompagner un tel processus. C'est désormais le problème de l'accès à la terre qui se repose en Egypte sans pour autant que la re-concentration foncière n'ait réellement apporté de réponses en termes de sécurité alimentaire, au contraire semble-t-il. Et selon l'auteur, ce n'est pas la bonification de nouveaux espaces en plein désert qui semble apporter un début de réponse sur le plan de la sécurité alimentaire. Le projet d'aménagement d'une grande aire agricole dans la région de Tochka, sise à l'ouest du lac Nasser, atteste des limites de cette politique.

Si la terre est marquée au sceau de la dépossession pour une part non négligeable des paysans, il en est de même pour l'eau. Là aussi, selon l'auteur, le vent de réformes économiques envisageant une tarification déguisée ainsi que les évolutions techniques (le recours à la motopompe notamment), sans accompagnement économique correct, semblent disqualifier des pans entiers d'une paysannerie, qui, comme sur la question foncière, se trouve ainsi, pour l'accès à l'eau, frappée par un processus d'appropriation inégale. Plus que cela, comme l'affirme notamment Habib Ayeb : « *en passant du système traditionnel des saskias à celui des motopompes, la communauté des irrigants est passée d'un système où les besoins déterminaient l'accès à l'eau (volume et temps d'accès) à un système où ce sont les moyens qui l'imposent et le limitent.* »

Tout cela contribue à envoyer nombre de fellahs grossir les villes où, en l'absence d'opportunités économiques dans bien des cas, ils viennent découvrir l'insécurité alimentaire en plus de la pauvreté. Alors que les crises alimentaires sont appelées à se reproduire, et que rien de nouveau ne semble s'offrir à eux du point de vue économique et social, la fin des *fellah* semble ainsi sonner pour eux l'heure de la faim.

---

Habib Ayeb

## La crise de la société rurale en Égypte

La fin du Fellah ?



KARTHALA

---

**Habib Ayeb**, *La crise de la société rurale en Egypte - La fin du fellah ?*, Paris, Ed. Karthala, 2010, 197 pages.



Le CIHEAM a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai 1962.

C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le CIHEAM se structure autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre Instituts agronomiques méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse).

Avec au cœur de sa mission de coopération trois grandes activités complémentaires (formations spécialisées post-universitaires, recherches en réseau et animation du débat politique régional), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural durable en Méditerranée.

### **A propos de l'Observatoire du CIHEAM**

L'Observatoire méditerranéen du CIHEAM est un instrument d'analyse et de débat sur l'agriculture, le monde rural et l'alimentation en Méditerranée.

Les propos tenus dans les notes d'alerte et les notes d'analyse qui y sont publiées engagent la responsabilité de leurs auteurs, et en aucun cas celle du CIHEAM.

**[www.ciheam.org](http://www.ciheam.org)**